LA RÉFORME DU LYCÉE EN COURS AU BRÉSIL

Cristiano das Neves Bodart *
Marcelo Pinheiro Cigales **
Amurabi Oliveira ***

Une réforme du lycée a été enclenchée au Brésil par le gouvernement d'extrême droite de Bolsonaro. L'article, en resituant cette réforme dans le contexte politique et scolaire national, montre les problèmes qu'elle pose, et les luttes en cours, conduites jusque dans les institutions par le nouveau gouvernement Lula, pour réaliser d'autres choix.

Mots-clés : Brésil ; réforme scolaire ; lycée ; Bolsonaro ; Lula.

En 1824[1], la première Constitution du Brésil proclame que « l'enseignement primaire est gratuit pour tous les citoyens ». L'abolition de l'esclavage, du moins dans son aspect juridique, n'a cependant eu lieu qu'en 1888 et n'y a eu aucune politique d'émancipation des affranchis, ni aucun effort institutionnel de réparation ou de compensation pour les millions de personnes noires réduites en esclavage et amenées de force depuis l'Afrique pour être utilisées comme main-d'œuvre dans les plantations, les mines et les abattoirs. Leur exploitation a ainsi permis la constitution d'une grande part de la richesse des propriétaires terriens, politiciens et colonels, comme l'ont décrit certains auteurs tels que Sérgio Buarque de Holanda[2] et Raymundo Faoro[3].

Contrairement à l'Amérique hispanophone, qui disposait d'universités dès le XVIe siècle, ce n'est qu'au début du XIXe que les premières institutions d'enseignement supérieur ont été fondées au Brésil. Outre le retard que cela a entraîné pour le développement de l'éducation dans ce pays, ce décalage reflète une vision profondément élitiste de l'accès à l'éducation dans l'ancienne colonie portugaise, où les notables locaux avaient coutume

* Professeur de sociologie à l'Université fédérale de l'Alagoas (UFAL).
** Professeur de sociologie à l'Université de Brasília (UnB).
*** Professeur de sociologie à l'Université fédérale de Santa Catarina (UFSC).

1. *Constituição Política do Império do Brasil.* 1824. Disponíble à l'URL : < https://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao24.htm >.
2. Sergio Buarque de Holanda, *Racines du Brésil*, Paris, Gallimard, 1998 [1936].
3. Raymundo Faoro, *Os Donos do Poder : formação do patronato político brasileiro,* Porto Alegre, Globo, 2001 [3e éd.].

d'envoyer leurs héritiers poursuivre leurs études supérieures en Europe, notamment dans l'ancienne métropole.

Ainsi, tout effort de reconstruction de notre histoire récente, et plus encore dans le domaine de l'éducation, nécessite un examen approfondi des vestiges du passé colonial et esclavagiste du Brésil. Il a en effet structuré une société racialisée avec des niveaux aigus d'inégalité économique et sociale. À de nombreuses reprises, les intellectuels brésiliens se sont insurgés contre les structures de pouvoir qui ont soutenu la naturalisation des inégalités sociales par l'absence d'une éducation de qualité dans le pays. L'exemple le plus connu est fourni par le « Manifeste des pionniers de l'éducation nouvelle » de 1932[4], signé par un ensemble de professeurs, juristes, avocats et pédagogues, tels que Fernando de Azevedo (1894-1974), Anísio Teixeira (1900-1971), Lourenço Filho (1897-1970) ou Cecília Meirelles (1901-1964). Ce texte plaide pour une éducation publique, gratuite, laïque et pour la coéducation, avec en ligne de mire les intellectuels catholiques incapables de concevoir une éducation hors de la tutelle de l'Église. Ce conflit se répercute alors dans la presse, les manuels scolaires et, surtout, au sein du ministère de l'Éducation, au gré des gouvernements successifs. Dès sa créaction dans les années 1930, celui-ci doit en effet faire face aux pressions de groupes d'intérêt privés, comme les catholiques durant cette période et, plus tard, lors du débat entourant la première loi définissant les orientations et les bases de l'Éducation nationale (*Lei de Diretrizes e Bases da Educação Nacional,* LDBEN) entre 1946 et 1961, au cours duquel le sociologue Florestan Fernandes[5] a été la figure de proue de la défense de l'école publique.

Le fait est que l'éducation secondaire, et plus particulièrement le lycée, a longtemps été au Brésil le privilège des groupes dominants dotés d'une bonne volonté culturelle. Des progrès significatifs ont été réalisés avec la redémocratisation du pays en 1985, lorsqu'il est devenu possible de discuter d'un accès élargi et obligatoire à l'éducation scolaire sous la responsabilité de l'État et de ses unités fédérales. Cela a débouché sur la deuxième LDBEN, approuvée en 1996, établissant le caractère obligatoire d'une éducation de base pour les enfants et les adolescents âgés de 4 à 17 ans. Dès lors, l'accès de la population brésilienne à l'enseignement secondaire a fait un bond en avant considérable.

L'HISTOIRE RÉCENTE DU LYCÉE BRÉSILIEN

D'une durée de trois ou quatre ans, le lycée (*ensino médio*) brésilien, constitue la dernière étape de l'éducation de base, qui, selon l'article 35 de la LDBEN de 1996, doit garantir :
1. La consolidation et l'approfondissement des connaissances acquises à l'école primaire pour permettre la poursuite des études.

4. *Manifesto dos Pioneiros da Educação Nova*, 1932.
5. Florestan Fernandes. *Educação e Sociedade no Brasil,* São Paulo, Editora da Universidade de São Paulo, 1966.

2. La transmission à l'élève de cadres de travail et d'exercice de la citoyenneté, pour continuer à apprendre, afin de pouvoir s'adapter avec souplesse à de nouvelles conditions de travail ou de formation continue.
3. Le développement de l'élève en tant qu'être humain, y compris sa formation éthique et le développement de son autonomie intellectuelle et de sa pensée critique.
4. La compréhension des fondements scientifiques et techniques des processus de production, en reliant théorie et pratique dans l'enseignement de chaque matière.

Le texte ajoutait que des orientations plus précises à propos des programmes scolaires seraient définies dans une loi et des instructions à venir[6]. Bien que la LDBEN et les directives curriculaires ultérieures soient fortement influencées par des conceptions néolibérales, elles ont permis plusieurs avancées progressistes, telles que la généralisation de l'enseignement secondaire d'État, le développement de l'éducation des jeunes et des adultes, l'éducation en milieu rural (décret 7.352/2010), dans les populations quilombolas[7] (décret 6.040/2007 et résolution CNE/CP 01/2012) et indigènes (LDB de 1996 et décret 6.861/2009). En outre, de nouvelles matières ont été rendues obligatoires, rompant avec certains silences de l'histoire, telles que « l'histoire et la culture afro-brésiliennes » (loi n° 10.639/2003) ou « l'histoire et la culture indigènes » (loi n° 11.645/2008), tandis que des matières à potentiel critique et réflexif ont été incluses dans les programmes : la sociologie et la philosophie (loi n° 11.684/2008).

Il convient également de noter l'instauration de quotas pour l'accès à l'enseignement supérieur (loi n° 12.711/2012), permettant que la moitié des places dans les universités publiques soient attribuées à des étudiants issus de lycées publics, mais aussi que 50 % de ces places soient réservées aux étudiants dont le revenu familial par tête est égal ou inférieur au salaire minimum. En outre, la proportion de personnes noires, métisses, indigènes, quilombolas et en situation de handicap doit être au moins égale à celle de la population de l'unité fédérale[8] où se situe l'établissement. Selon les données du recensement scolaire,

6. Parmi les réglementations relatives à l'enseignement secondaire dans la période qui a suivi l'approbation de la loi d'orientation et de base de l'éducation (LDB) en 1996, on peut souligner : a) le décret n° 2. 208 de 1997, qui établit une organisation spécifique et indépendante de l'enseignement technique professionnel au niveau secondaire par rapport à l'enseignement secondaire ordinaire ; b) les Directives nationales des programmes de l'enseignement secondaire (DCNEM), basées sur l'avis 15/1998 du CNE/CEB et la résolution 03/1998 du CNE/CEB ; et c) les lignes directrices du programme national pour l'enseignement technique professionnel (DCNEP), publiées par l'avis n° 16/1999 du CNE/CEB et ses compléments normatifs, tels que les paramètres du programme national pour l'enseignement secondaire (PCNEM) et les lignes directrices du programme national pour l'enseignement technique professionnel.

7. Note du traducteur [Ndt] : ce terme désigne les populations afro-brésiliennes revendiquant l'héritage des communautés formées de fugitifs des plantations esclavagistes avant 1888 lorsque l'esclavage était encore en vigueur dans le pays. Voir Véronique Boyer, « Qu'est le *quilombo* aujourd'hui devenu ? De la catégorie coloniale au concept anthropologique », *Journal de la Société des américanistes*, vol. 96, n° 2, 2010, p. 229-251.

8. Ndt : Ce terme désigne les 26 États fédérés ainsi que le district fédéral qui comporte la capitale Brasilia.

les inscriptions dans l'enseignement secondaire sont ainsi passées de 3 772 330 en 1991 à 8 369 369 en 2008, soit un taux de croissance d'environ 121,7 %[9].

Ces avancées progressistes ont principalement eu lieu sous les présidences du syndicaliste Luiz Inácio Lula da Silva (PT) (2003-2010) et de l'économiste et ancienne guérillera de gauche Dilma Rousseff (PT) (2011-2016). Durant cette période, le contenu des programmes scolaires brésiliens présentait de fortes contradictions, résultat des conflits politiques entraînés par l'inclusion dans leur processus de rédaction de représentants de groupes sociaux historiquement marginalisés, tels que la population LGBTQIAPN +, les Noirs, les indigènes, les habitants des bidonvilles, les personnes handicapées, les élèves des écoles publiques, etc., ainsi que par un renforcement de la participation sociale dans la définition des politiques éducatives.

Afin d'évaluer la qualité de l'enseignement secondaire brésilien, l'examen national des études secondaires (ENEM) a été créé en 1998. En 2004, il a été utilisé par les établissements publics comme examen d'entrée dans l'enseignement supérieur et son usage s'est intensifié avec la création du système de sélection unifié (SISU) en 2010. L'ENEM a largement remplacé les concours que chaque établissement fédéral d'enseignement supérieur organisait auparavant et qui valorisaient la capacité de mémorisation des étudiants au détriment d'autres compétences.

Depuis 2012, le Programme national du livre et du matériel scolaires (PNLD) est en charge de produire les manuels pour toutes les matières au programme de l'enseignement secondaire et de permettre aux élèves des écoles publiques de recevoir les livres gratuitement[10]. Les examens d'entrée dans l'enseignement supérieur et les manuels scolaires influencent fortement l'élaboration des programmes scolaires, même si les unités fédérales sont autonomes dans la rédaction de ces derniers. Jusqu'en 2020, le PNLD comprenait les manuels de mathématiques, de portugais, d'histoire, de géographie, de sociologie, de philosophie, d'arts, d'éducation physique, d'anglais, d'espagnol, de physique, de chimie et de biologie.

Durant le premier mandat de Dilma Rousseff (2011-2014), une nouvelle réforme des programmes de l'éducation de base (qui comprend la petite enfance, l'école primaire et l'enseignement secondaire) a été inscrite à l'ordre du jour du ministère de l'Éducation (MEC). En 2012, de nouvelles lignes directrices du Programme national pour l'enseignement secondaire ont été publiées (résolution CEB/CNE n° 2, du 30 janvier 2012) et, l'année suivante, l'arrêté ministériel n° 1140 du 22 novembre 2013, a institué le pacte national pour le renforcement de l'enseignement secondaire, qui visait à coordonner les actions et les stratégies entre l'État fédéral et les unités fédérales dans la formulation et la mise en œuvre

9. Alana Lemos Bueno. *Trajetória da Política de Reforma do Ensino Médio no Brasil (2013-2017),* Maceió, Café com Sociologia, 2022.

10. Le programme est en charge de l'évaluation, l'achat et la distribution de manuels scolaires, de sorte que les livres choisis par les enseignants dans les écoles aient nécessairement été approuvés par des équipes de spécialistes dans chaque matière.

de politiques visant à élever les normes de qualité de l'enseignement secondaire brésilien. Cela s'est traduit dans un premier temps par la création du Programme d'enseignement secondaire innovant (ProEMI) et la mise en place de la formation continue des enseignants du secondaire. Dans une certaine mesure, ces actions ont été à l'origine de l'élaboration de la Base commune nationale des programmes (BNCC), approuvée en 2017, bien que des discontinuités existent entre celle-ci et celles-là.

FRACTURES INSTITUTIONNELLES ET RÉFORME DU LYCÉE

Sur le plan politique, les « Journées de juin » de 2013 ont été marquées non seulement par des manifestations nationales – initialement en opposition à la hausse des tarifs des transports publics –, mais aussi par une polarisation politique croissante dans le pays, ainsi que par la montée des mouvements conservateurs au Brésil, qui ont commencé à utiliser massivement les réseaux sociaux numériques[11]. Cet épisode a marqué le début des difficultés dans la transition entre les deux mandats de Dilma Rousseff, ce qui a notamment impliqué une discontinuité dans les politiques éducatives.

L'objectif de la BNCC était de construire une proposition nationale, à travers un dialogue entre différents acteurs de l'État, du marché (fondations éducatives) et de la société civile organisée (chercheurs, associations scientifiques et professionnelles), à partir de laquelle les états fédérés pouvaient rédiger leurs programmes scolaires respectifs. Une première version a été produite en 2015 et a fait l'objet d'une consultation populaire et d'ajustements donnant lieu à une deuxième version publiée en avril 2016. L'élaboration de ce document a été marquée par des tensions entre les partisans de programmes basés sur la pédagogie des compétences (perspective économiciste) et ceux d'un programme historico-critique (perspective progressiste). La balance a penché en faveur des premiers en raison d'un rapport de force politique favorable aux fondations éducatives qui ont promu un « consortium pour la philanthropie »[12]. Cette deuxième version a également fait l'objet d'une consultation populaire, mais ce processus de construction de la BNCC a été abandonné après la destitution de Dilma Rousseff, accusée d'un délit de responsabilité fiscale qui n'a jamais été prouvé.

Suite à cette destitution, son remplaçant et ex-vice-président, Michel Temer (PMDB), a réformé le Conseil national de l'éducation (CNE), en conférant un ascendant aux fondations éducatives et entrepreneuriales sur les discussions autour des programmes scolaires, ce qui a permis de renforcer la place de la pédagogie des compétences dans le projet de BNCC. Dans un premier temps, une BNCC pour l'enseignement maternel et primaire a été approuvée, puis, en septembre 2016, par le biais d'une mesure provisoire (n° 746), ce qui est devenu

11. Jorge Machado, Richard Miskolci, « Das jornadas de junho à cruzada moral : o papel das redes sociais na polarização política brasileira », *Sociologia & Antropologia*, vol. 9, 2019, p. 945-970.

12. Rebecca Tarlau, Kathryn Moeeler « O consenso por filantropia : como uma fundação privada estabeleceu a BNCC no Brasil », *Currículo sem fronteiras*, vol. 20, n° 2, 2020, p. 553-603.

le « nouveau lycée » (*Novo Ensino Medio,* NEM) a été approuvé. Cette réforme, en raison de sa nature économiquement libérale et antidémocratique, a suscité un mécontentement généralisé parmi les organisations scientifiques[13] et de gauche, les chercheurs en éducation et les lycéens qui, en signe de protestation, ont occupé des centaines de lycées publics dans tout le pays. Son approbation en deux temps a mis en évidence la fragilité de l'unité de l'éducation de base promue par les auteurs de la réforme.

Il convient également de souligner le rôle actif que le mouvement social dans les lycées publics a joué dans le débat politique au Brésil, principalement par le biais des occupations de locaux par les élèves. Ces actions ont débuté dans l'État de São Paulo en 2015 pour protester contre les mesures prises par son gouvernement dans le domaine de l'éducation, notamment la fermeture d'une centaine d'établissements. En 2016, le mouvement s'est intensifié dans un contexte national de polarisation politique croissante, avec des mobilisations réclamant ou s'opposant à la destitution de Dilma Rousseff, qui sont restées actives pendant le gouvernement de Michel Temer (le slogan *« Fora Temer ! »* (« Dehors Temer ! ») a acquis une très grande popularité), et prenant encore plus d'importance dans l'opposition à la réforme des lycées[14]. Ces occupations ont également été connues sous le nom de « printemps lycéen », en allusion au « printemps arabe » de 2010.

À ce moment-là, en plus de la répression policière, l'État a mené une propagande[15] visant à légitimer la réforme de l'enseignement secondaire tout en annonçant une consultation des élèves. Celle-ci s'est déroulée sur une seule journée, baptisée le « jour J » par le gouvernement et ne visait en réalité qu'à donner un « habillage » démocratique à la BNCC. Malgré onze auditions publiques marquées par de vifs débats et critiques, la mesure provisoire 746/2016 a été convertie en loi 13 415/20172 au mois de février. La troisième version de la BNCC a ensuite été approuvée par le Conseil national de l'éducation et le ministère de l'Éducation s'est employé à mettre en oeuvre le NEM en collaboration avec les départements de l'éducation des unités fédérales, avec des incitations financières à la clé pour s'assurer de la conformité aux orientations prescrites.

En 2020, tous les États et le district fédéral avaient déjà réécrit leurs programmes et étaient en train de mettre en œuvre le NEM, ce qui a également eu des implications sur

13. Plusieurs notes critiques ont été produites, parmi lesquelles on peut distinguer celles de l'Association nationale des études supérieures en éducation (ANPEd), du Syndicat national des enseignants de l'enseignement supérieur (ANDES-SN), du Conseil de l'État de Paraná, du Conseil de l'État de Rio Grande do Sul, du Conseil de l'éducation de l'État de Bahia, du Forum de l'éducation de l'État de Ceará, du Forum des diplômés de l'Université fédérale de Juiz de Fora et de la Société brésilienne pour la promotion de la science (SBPC).

14. Denise N. De Sordi, Sérgio Paulo Morais, « Os estudantes ainda estão famintos ! : ousadia, ocupação e resistência dos estudantes secundaristas no Brasil », *Religación. Revista de Ciencias Sociales y Humanidades*, vol.1, n° 2, 2016 ; p. 25-43.

15. La campagne a coûté près de 2 millions de reais [Ndt : environ 500 000 euros au taux de change d'alors], dont près de 400 000 pour la production de deux spots de 60 secondes chacun et le reste pour la publication d'encarts publicitaires dans la presse quotidienne et magazine (UOL, 24 novembre 2016).

la formation des enseignants et le PNLD et ouvert des discussions pour une réforme en profondeur de l'ENEM.

Les principaux arguments invoqués pour justifier la réforme du lycée étaient le manque d'intérêt supposé des élèves et son manque de flexibilité et de choix qu'ils rencontraient. Il a été avancé que ses disciplines étaient trop nombreuses et ne correspondaient pas aux réalités vécues par les élèves et n'étaient pas assez en lien avec les exigences du marché du travail.

Jusque-là, le lycée s'articulait en effet autour de douze matières organisées par domaines de connaissance, et les enseignants de chaque discipline étaient incités à essayer autant que possible de dialoguer avec les autres matières et domaines. Cependant, il faut souligner que sur le plan réglementaire, peu de matières possédaient un statut obligatoire, l'un des rares cas étant celui de la sociologie. Avec la réforme du lycée, les programme sont désormais organisés en deux parties : la « Formation générale de base » (FGB) et les « itinéraires de formation » (IF). La première comporte les matières présentes dans les programmes antérieurs (ou une partie d'entre elles) avec un horaire réduit et un statut facultatif. Seuls les mathématiques, le portugais et l'anglais ont conservé leur caractère obligatoire. Les autres matières ont été structurées en deux domaines baptisés « sciences naturelles » et « sciences humaines et sociales appliquées », perdant pour la plupart leurs spécificités scientifiques.

Suivant cette nouvelle structuration, 60 % du volume horaire au lycée doivent être consacrés aux matières obligatoires, tandis que 40 % sont réservés aux IF, présentés comme des approfondissements de la FGB, qui sont des options spécialisées dans cinq domaines de connaissance : langues, mathématiques, sciences naturelles, sciences humaines et sociales appliquées et formation technique et professionnelle. Il incombe aux élèves de choisir l'un des itinéraires disponibles dans leur établissement, en fonction de leurs intérêts et objectifs académiques et professionnels. Notons que, bien que des modèles similaires existent dans d'autres pays, où le lycée se divise en différentes spécialisations, il s'agit de pays où l'enseignement secondaire dure plus longtemps. Dans le contexte brésilien, l'enseignement secondaire ordinaire concerne les élèves âgés de 15 à 17 ans et doit être achevé en trois ans – quatre s'il est intégré à l'enseignement professionnel. Dans le cas de l'Éducation des jeunes et adultes (EJA), il doit être achevé en 18 mois.

PROBLÈMES ANCIENS ET NOUVEAUX DANS LES PROGRAMMES DU LYCÉE BRÉSILIEN

Les réformes des programmes entraînés par la réforme du lycée ont suscité un vif mécontentement parmi les élèves, les enseignants et les chercheurs en éducation, compte tenu de la nature antidémocratique de l'élaboration de la BNCC et des programmes dans chaque État fédéré. La nature autoritaire de la réforme, dans sa conception, son approbation comme sa mise en œuvre, a essuyé une série de revers politico-démocratiques, entraîné des dépenses inutiles pour les finances publiques et n'a au final apporté aucun résultat positif pour des générations d'étudiants. Outre le fait que la réforme a été approuvée par le biais d'une mesure provisoire, sa mise en œuvre a eu lieu durant la présidence Bolsonaro

(2019-2022), une période marquée par des attaques publiques virulentes contre des enseignants[16], et la pandémie de coronavirus a conduit à élaborer les nouveaux programmes dans des environnements virtuels, pratiquement sans aucune intervention du Ministère de l'Éducation, ni participation des élèves, enseignant, chercheurs et associations scientifiques. Outre les programmes eux-mêmes, d'autres éléments ont également eu un impact sur la pratique de l'enseignement dans les lycées brésiliens, tels que les examens d'entrée dans l'enseignement supérieur ou la rédaction et l'utilisation des manuels scolaires.

La restructuration du lycée en domaines de connaissance a en effet nécessité également une refonte du Programme national des manuels scolaires (PNLD). Auparavant, les manuels étaient conçus pour chaque matière prise individuellement. Ils sont désormais constitués de collections interdisciplinaires de six volumes. Les enseignants ont massivement rejeté cette évolution et critiqué le manque de contenu des manuels, leur difficulté d'utilisation pour les élèves et leur absence de progression pédagogique.

Bien que l'ENEM n'ait pas subi de changements significatifs depuis la mise en œuvre de la réforme du lycée, le débat sur la nécessité de l'adapter aux nouvelles orientation des programmes s'intensifie. Le problème posé par l'organisation actuelle en itinéraires de formation est que l'ENEM exige des connaissances dans tous les domaines, ce qui fait que de nombreux étudiants se sont présentés à l'examen en 2022 et 2023 sans avoir eu accès à tous ceux couverts par les épreuves. Cette situation est particulièrement fréquente chez les élèves des lycées publics des périphéries, où le choix d'itinéraires de formation est limité. En revanche, les meilleurs lycées publics continuent d'offrir à leurs élèves l'accès à toutes les matières. Cette disparité a un impact important en termes d'inégalités sociales et éducatives. Quant au tronc commun, même si tout le monde y a accès, son volume horaire a été réduit.

La promesse d'assouplir la structure du lycée pour rendre l'enseignement plus attrayant pour les étudiants ne s'est pas concrétisée comme prévu. La réforme n'a en effet pas inclus de mesures visant à développer l'infrastructure des lycées ou à embaucher davantage d'enseignants. Par conséquent, la plupart des lycées n'offrent en pratique pas plus de deux itinéraires de formation, limitant ainsi considérablement le choix des élèves. Les associations scientifiques ont ainsi dénoncé l'absence totale de mesures visant à garantir que tous les lycées soient en mesure d'offrir tous les itinéraires de formation existants, un problème exacerbé par le fait que de nombreuses municipalités brésiliennes ne comptent qu'un seul établissement public de ce type.

Autre point qui a fait l'objet de vives critiques : la nécessité pour les élèves de s'orienter prématurément. Auparavant, l'enseignement secondaire leur permettait d'acquérir des connaissances basiques dans chacun des domaines scientifiques avant de choisir leurs études futures, que ce soit dans l'enseignement supérieur ou dans l'enseignement technique

16. Cristiano das Neves Bodat, Welkson Pires, « The place and role of school sociology in Brazil and the contemporary context of the rise of the extreme right », *Journal of Social Science Education*, vol. 22, n° 1, 2023.

postsecondaire. Avec la réforme, les élèves sont contraints de faire des choix à l'aveugle et une fois leur « itinéraire » choisi, il ne leur est pas permis d'en changer.

En dépit des changements de programme, la formation des enseignants reste essentiellement disciplinaire, à l'exception de quelques modules ponctuels. Se crée donc un décalage important entre celle-ci et l'organisation du nouveau lycée qui repose sur une approche interdisciplinaire.

S'ajoute à cela un défi majeur dans l'enseignement secondaire brésilien : l'adéquation entre la formation des enseignants et les matières enseignées. Beaucoup de professeurs n'ont en effet pas été formés à la discipline qu'ils enseignent. Selon les données du recensement de l'Éducation de base de 2022, l'inadéquation est patente. La langue portugaise et la biologie présentent les « meilleurs » taux, avec respectivement 21,6 % et 20,1 % d'enseignants non formés dans ces disciplines, tandis qu'en sociologie et en langue étrangère, ce taux s'élève respectivementà 60,7 % et 56,5 %. Dans certaines unités fédérales, plus de 90 % des enseignants du secondaire n'ont pas reçu de formation adéquate dans certaines composantes, comme la sociologie dans le Tocantins (94,6 %), les langues étrangères dans l'état de São Paulo (94,8 %), et même des matières telles que le portugais présentent des chiffres alarmants dans certains états, comme le Mato Grosso (54,1 %) et l'Acre (51,6 %).

La création de matières dénuées d'ancrage scientifique et sans rapport avec la formation enseignante a eu pour conséquence d'assigner aux professeurs des matières pour lesquelles ils n'ont pas été formés, ce qui nuit à la fois à leur travail et à la qualité de l'enseignement dispensé. L'introduction de nombreuses matières nouvelles sans recrutement d'enseignants supplémentaires a contraint ces derniers à passer fréquemment de l'une à l'autre, diluant au passage leur identité professionnelle. Par exemple, un enseignant diplômé d'histoire à qui l'on demande d'enseigner la matière « projet de vie » éprouvera plus de difficultés à se considérer comme professeur d'histoire. Cette situation a également un impact négatif sur leur formation continue, car faute de certitude quant aux matières qu'ils devront enseigner au cours des prochains semestres, il leur est difficile de trouver la motivation nécessaire pour s'investir dans un cours de troisième cycle dans leur domaine de formation initiale[17]. Soulignons que nombre de nouvelles matières créées apparaissent pour le moins décalées avec l'univers scolaire, comme « Comment devenir millionnaire » ou « Comment préparer du brigadeiro – une sucrerie typiquement brésilienne ».

Malgré l'augmentation globale du volume d'heures de cours provoqué par la réforme du lycée, l'introduction de nouvelles matières, telles que le « Projet de vie » ou l'« Esprit d'entreprise », a entraîné une réduction du volume horaire des disciplines traditionnelles. Cela a plus largement affecté le rôle de l'école consistant à transmettre aux nouvelles

17. Ndt : Au Brésil, les aspirants à l'enseignement suivent un type de licence particulier baptisé « *licenciatura* » qui comprend des enseignements spécialisés sur la pédagogie, à la différence des licences classiques dites « *bachalerado* », mais une fois en poste un certain nombre s'inscrit ensuite en master – voire en thèse – pour poursuivre leur formation disciplinaire.

générations les connaissances accumulées par l'humanité. En outre, ce changement a renforcé les inégalités des résultats des élèves à l'ENEM, comme indiqué précédemment.

Un autre aspect important réside dans la réaffectation des enseignants, désormais contraints de prendre en charge des matières pour lesquelles ils n'ont pas été recrutés ni n'ont reçu de formation. Cette situation met non seulement en péril la qualité de l'enseignement, mais a également un impact négatif sur le travail des enseignants et le développement des élèves.

L'introduction de nouvelles matières sans augmentation des investissements éducatifs compromet encore davantage la qualité et les objectifs des cours. Les enseignants sont ainsi contraints de produire eux-mêmes leur matériel pédagogique, malgré une charge de travail déjà excessive. Faute de formation suffisante, beaucoup ne sont même pas en capacité de produire ce matériel, ce qui aggrave encore la situation.

Les spécialistes de l'éducation ont critiqué plusieurs points de la réforme du lycée qui tiennent à la forte influence exercée par les intérêts entrepreneuriaux sur la réforme du lycée. Il s'agit notamment de : a) l'accent mis sur la pédagogie des compétences qui consiste à privilégier l'acquisition de compétences pratiques au détriment des connaissances théoriques ; b) la pression exercée pour offrir une formation technique précaire au niveau secondaire, qui souvent ne prépare pas adéquatement les étudiants au marché du travail ou à la poursuite d'études supérieures ; c) la présence de l'idéologie du « *Self Made Man* » dans les programmes, qui promeut l'idée que la réussite individuelle est obtenue exclusivement par l'effort personnel, sans tenir compte des influences sociales et structurelles sur les opportunités offertes à chaque individu ; d) l'ouverture d'un espace pour les partenariats public-privé dans l'enseignement public, qui peut conduire à la privatisation et à la marchandisation de l'enseignement, ainsi qu'à l'augmentation des inégalités éducatives ; e) l'introduction du concept de « savoir notoire » (« *notório saber* »), qui permet l'embauche de professionnels sans formation pédagogique en vertu de leur expérience, ce qui soulève des préoccupations quant à la qualité de l'enseignement et à la reconnaissance de l'importance de la formation pédagogique ; et f) la managerialisation des ressources publiques destinées à l'éducation, qui peut conduire à prioriser des intérêts économiques au détriment du bien-être et du développement éducatif des élèves.

Notons que ce processus s'est accompagné d'une résurgence des mouvements réactionnaires dans le domaine de l'éducation au Brésil, avec en ligne de mire l'enseignement des sciences humaines et sociales. La prétendue « lutte » contre le « marxisme culturel » et l'« idéologie du genre » a gagné en visibilité dans ce contexte, l'un des principaux acteurs de ce processus étant le mouvement *Escola sem partido* (« École sans parti »)[18], dont la ligne ressemble à celles du *Pin Parental* défendu par le parti Vox en Espagne et de la *Neutrale Schule* de l'*Alternative für Deutschland* (AfD) en Allemagne.

18. Inaê Barbosa, Amurabi Oliveira, « The « fight against 'gender ideology'» and its Impact on the teaching of human and social sciences », *Acta Scientiarum. Education*, vol. 46, n° 1, 2024, p. 1-14.

L'aspect le plus préoccupant de la réforme du lycée est sans aucun doute l'accroissement des inégalités sociales qu'elle risque très certainement d'engendrer dans le système éducatif et dans la société dans son ensemble. En sociologie de l'éducation, la relation entre l'origine sociale et la réussite scolaire a fait l'objet de nombreux travaux. Pierre Bourdieu et Jean Claude Passeron[19], Basil Bernstein[20], Maria Lígia de Oliveira Barbosa[21], entre autres, ont mis en évidence la relation étroite qui unit famille, culture et école. Ces études soulignent que les élèves les plus familiers avec la culture dominante sont aussi plus proches de la façon de penser et de se comporter exigée par l'école, de sorte que les enfants issus de familles des classes moyennes et supérieures ont tendance à mieux réussir les épreuves scolaires. Même dans les pays à la périphérie du capitalisme, comme le Brésil, l'origine sociale reste un facteur très important des performances scolaires, bien que d'autres marqueurs sociaux, tels que la race, le sexe et le lieu de résidence, jouent également un rôle important dans la réussite ou l'échec scolaire. Étant donné la concentration des élèves de classes populaires et noirs ou métisses dans le système scolaire public au Brésil[22], il est peu probable que le lycée issu de la réforme les prépare correctement aux examens d'entrée dans l'enseignement supérieur, compte tenu de la réduction de la place accordée à des matières telles que l'histoire, la sociologie, les arts, la philosophie et la géographie, au profit de contenus déconnectés des connaissances académiques.

Ces transformations sont à relier à la configuration du capitalisme financier global, qui bénéficie ainsi d'un marché du travail de plus en plus compétitif, du paiement de bas salaires et de la production de subjectivités subordonnées à une logique méritocratique et servile. L'approfondissement des politiques néolibérales dans le domaine de l'éducation, qui cherchent de plus en plus à s'approprier l'éducation de base, déjà l'enseignement supérieur est aux mains de groupes privés.

PERSPECTIVES CURRICULAIRES

Bien que la réforme du lycée ait été mise en œuvre, la mobilisation sociale contre son maintien a conduit à des débats sur sa réécriture ou même son abrogation pure et simple. En 2023, le gouvernement actuel a soumis au Parlement une proposition de changements substantiels, comprenant entre autres une augmentation du volume horaire global d'enseignement, une réduction du nombre d'itinéraires de formation et un retour au tronc commun de douze matières, ainsi que la révocation de la notion de « savoir notoire ». Cependant, de manière incohérente, les députés ont désigné comme rapporteur de la

19. Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, *La Reproduction,* Paris, Minuit, 1970.

20. Basil Bernstein, *Langage et classes sociales,* Paris, Minuit, 1976.

21. Maria Ligia Barbosa, *Desigualdade e desempenho : uma introdução à sociologia da escola brasileira.* Belo Horizonte, Argumentum, 2009.

22. Ndt : À l'image de la société dans son ensemble, le système scolaire brésilien est fortement dualisé, entre un segment public qui accueille principalement les enfants de la classe populaire et un segment privé payant où se concentrent ceux des classes moyennes et supérieures.

proposition, Mendonça Filho, l'ancien ministre de l'Éducation chargé de mettre en oeuvre la réforme. Après avoir été approuvée par le rapporteur, la proposition de la Chambre civile a été largement modifiée afin que la réforme se poursuive en pratique telle qu'elle avait été initialement mise en œuvre. Suite aux mouvements de protestation qui ont suivi, le rapport a été reporté et devrait être voté en 2024.

Parallèlement, en janvier 2024, s'est tenu le congrès national de l'éducation (Consed), réunissant divers acteurs de la société civile organisée, des associations scientifiques et des syndicats, et qui a débouché sur l'approbation d'une motion demandant au ministère de l'Éducation d'abroger la réforme du lycée. Les affrontements et les débats sur la question sont amenés à se poursuivre encore durant plusieurs mois dans le pays.

Parmi les principales propositions qui sont ressorties du Consed, on peut citer a) l'abrogation du NEM, qui sera remplacé par le nouveau modèle actuellement soumis au Congrès (PL 2601/2023 et PL 5230/2023) ; b) l'abrogation de la BNCC et son remplacement par un nouveau projet curriculaire à construire ; c) l'abrogation de la Base nationale programmatique de formation (BNCF) à destination des enseignants, au profit d'orientations nationales ; d) l'universalisation de l'enseignement préscolaire dès l'âge de 4 ans, d'un enseignement fondamental de 9 années et de la garantie d'une éducation pour toute la population jusqu'à l'âge de 17 ans ; e) le triplement des effectifs de l'enseignement professionnel dans le second degré ; f) l'enseignement à temps plein, 7 heures par jour, pour au moins 50 % des élèves[23] ; g) des normes de qualité pour l'enseignement à distance ; h) la mise en œuvre effective du « coût-élève-qualité »[24], c'est-à-dire d'un plancher d'investissement éducatif à réaliser en fonction de la qualité de l'éducation garantie à chaque élève et non du budget disponible ; et i) investissement de 10 % du PIB dans l'éducation. Ces propositions visent à promouvoir des changements significatifs dans le système éducatif brésilien, dans le but de garantir une éducation de qualité, inclusive et équitable pour tous les citoyens. Cependant, il est clair que le secteur patronal pèse très lourd dans les rapports de force, ce que les associations scientifiques, les enseignants et les étudiants présents ont largement critiqué, si bien que la conférence du Consed 2024 s'est achevée aux cris de « *Fora Lemann* ! » (« Lehman dehors ! »)[25].

Traduit depuis le portugais (Brésil) par Igor Martinache.

23. Ndt : Dans la majorité des écoles publiques, l'enseignement se concentre sur la matinée.

24. Plus d'informations (en portugais) : < https://www.brasildefato.com.br/2020/08/20/o-que-e-custo-aluno-qualidade-e-por-que-votacao-do-fundeb-no-senado-e-tao-importante >.

25. En référence à l'homme d'affaires brésilien Jorge Paulo Lemann, qui a fortement pesé sur la réforme du lycée.